



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

02 Août 2022

N° 295

Prix: 15 gourdes

EDITORIAL

MOBILISATION POUR DÉCHOUQUER CES BANDES DE VERMINES !



Après le carnage perpétré en Plaine du Cul-de-Sac par les bandits de « 400 Mawozo » et de « Chen mechan », c'est le tour des gangs G9 et G-pèp qui viennent de massacrer en moins de 10 jours plusieurs centaines de riverains à Cité-Soleil, le plus grand bidonville du pays. Le département de l'Ouest, en particulier, devient l'arène des bandes armées qui sèment la terreur au quotidien. Les contre-offensives des classes pauvres pour se faire craindre et mettre hors d'état de nuire ces forcenés, restent jusqu'à maintenant isolées et limitées. Mais c'est dans la bonne voie !

On parle de 400 morts et la guerre n'a pas cessé. On ne connaîtra jamais le nombre de riverains de Cité-Soleil, enfants et adultes, tombés sous les balles assassines de ces malfrats, parce que ce sont des pauvres. Qu'ils crèvent, qu'ils soient abattus en série, cela importe peu...

Des riverains rapportent que certains corps sont ou bien calcinés, ou bien dévorés par des animaux aussi affamés que la population, en proie à une misère effroyable qui s'aggrave chaque jour davantage. Des familles, qui essayaient de s'échapper de leur commune transformée en cimetière à ciel ouvert, ont été criblées de balles de part et d'autre, car les habitants des quartiers servent de boucliers humains lors de ces affrontements.

Au milieu de la pauvreté grandissante, de l'insalubrité, de la promiscuité et de l'absence des services sociaux dans ces bidonvilles, la gangstérisation a proliféré à une vitesse vertigineuse. Parallèlement à ces massacres répétés, les actes de kidnapping se sont multipliés dans la région métropolitaine. Les vidéos relatant les cruautés de ces criminels sur la population deviennent virales : des otages abattus à bout portant par balles ou à l'arme blanche, d'autres violés, martyrisés tout au long de leur captivité.

Halte-là ! Trop de sang a déjà coulé ! Trop de familles ruinées suite au versement de rançons

astronomiques. Les classes pauvres subissent les conséquences de cette insécurité dans leur chair et dans leurs os. Leurs conditions de vie empirent, leurs activités économiques s'éteignent.

Derrière ces bandes de vermines se cachent des politiciens assoiffés de pouvoir, des hommes d'affaires détenant la part du lion des richesses du pays. Quelques centaines d'individus mal formés, regroupés dans les gangs, du moins dans l'Ouest, ne sauraient résister au rouleau compresseur des classes populaires qui représentent plusieurs millions et qui connaissent leurs cachettes, voire leurs tactiques. Les habitants du département de l'Ouest, à lui seul, au nombre de 4 millions, suffisent à faire une bouchée de cette racaille et de leurs commanditaires qui leur collent à la peau comme des poux. Il ne manque que la colère !

Devant une population déterminée à se battre pour vivre, quel que soit leur nombre, quel que soit leur armement, les gangsters n'auront d'autre choix que de battre en retraite, comme cela se fait déjà dans certaines villes de province.

La population l'a fait par le passé contre les Tontons macoutes, contre les Brassards rouges, contre les Chimères. Elle peut le refaire et c'est sûr qu'elle en sortira victorieuse. Et pour que ces vermines ne repoussent plus, il faut dès aujourd'hui penser à éliminer le terreau sur lequel elles poussent, l'État bourgeois. ■

SOMMAIRE

Editorial

⇒ Page 1

- Mobilisation pour déchouquer ces bandes de vermines !

Leur société

⇒ Page 2

- Des assassins dans la peau de « protecteurs des masses exploitées »
- Le trafic d'armes et de munitions fleurit dans le pays
- Interdit de licencier !

⇒ Page 3

- Rareté de carburant : coup de colère des motards

Dans les entreprises

- Assurance-Maternité : patrons et OFATMA piétinent les intérêts des travailleuses
- GMC: les ATM, un calvaire de plus pour les ouvriers
- Peye nou tout jou nou pase lakay nou yo !

⇒ Page 4

- GMC : de l'eau et l'accès aux sanitaires jusqu'à 5 heures PM !
- Fair Way : une exploitation qui rappelle le temps de la colonie

Dans l'international

- Sri Lanka : le président démissionne sous la pression de la rue

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

DES ASSASSINS DANS LA PEAU DE « PROTECTEURS DES MASSES EXPLOITÉES »

Le dernier dimanche du mois de mai, à l'occasion de la fête des mères, le porte-parole de la fédération des gangs criminels du G9 a publié sur les réseaux sociaux des images le montrant en train de distribuer des téléviseurs à des mamans. Le malfrat, chef du groupe des « 400 Mawozo », connu pour ses monstruosité envers la population, s'est mis en scène en train de donner aux habitants des kits alimentaires et de l'argent. Auteurs des pires exactions contre les classes laborieuses, partout où ils élisent domicile, les gangsters tentent de jouer les protecteurs des habitants qu'ils terrorisent, rançonnent, violent et tuent.

La majorité des habitants ont déjà fui les zones occupées par les gangs armés. Les activités sociales et économiques qui réunissaient la population ont quasiment disparu : les écoles, les églises, les marchés publics, les petits commerces. Les quelques objets que possédaient les gens ont été spoliés. Leurs maisons, si elles ne sont pas accaparées, sont détruites ou emportées par les flammes. En l'absence d'autres alternatives, certaines familles restent encore dans ces quartiers, sous la férule d'assassins sans foi ni loi.

La peur au ventre, elles subissent la dictature permanente de ces sanguinaires. Sans compter les conflits sanglants entre gangs armés qui se traduisent pour elles, suivant leur ampleur, par des dizaines, voire

des centaines de morts, de blessés. Des déplacés qui fuient les massacres, les habitants de Martissant, de Village de Dieu, de Cité-Soleil, de la Croix-des-Bouquets, de Pernier, de Sarte, de Canaan en ont déjà fait l'expérience.

Ces bandes criminelles lourdement armées, ces trafiquants de drogue, ces kidnappeurs, ces assassins privent la population de ses droits les plus élémentaires. Ils sèment le deuil sur leur passage. Ces massacreurs devront tôt ou tard payer pour leurs crimes et leurs forfaits, le jour où la population se réveillera et leur demandera des comptes.

Loin de fournir une quelconque sécurité aux habitants dans les territoires qu'ils

occupent, les malfrats s'en servent au contraire comme boucliers humains pour se protéger des gangs rivaux ou de la police. Ils s'en servent aussi comme source de revenus en les rackettant, parfois avant de les tuer.

Certains journalistes, quelques politiciens ou des hommes d'affaires renforcent les illusions d'une partie de la population en faisant passer ces criminels pour des bienfaiteurs. Ils seront bientôt dans le collimateur des classes exploitées lors de leur soulèvement et récolteront ce qu'ils auront semé. Le journaliste corrompu de Radio Caraïbes, Bob C, qui s'opposait à un ajustement salarial a eu son baptême de feu lors de la dernière mobilisation des travailleurs. Cela préfigure ce que sera la colère des masses contre ces loques humaines. ■

LE TRAFIC D'ARMES ET DE MUNITIONS FLEURIT DANS LE PAYS

La saisie d'armes de guerre, de cartouches à profusion et de chargeurs dans certains ports du pays ces jours-ci, jette une petite lumière sur l'ampleur de la logistique mise au service des gangs armés. La libération par la justice de deux suspects impliqués dans une de ces affaires, montre les ramifications jusqu'au plus haut sommet des élites économiques et politiques de cette salle de guerre des gangs armés contre les classes populaires

À Port-au-Prince le 14 juillet dernier, 4 containers venant de Floride et bourrés d'armes destinés à l'Église Épiscopale ont été interceptés. La fouille d'un seul d'entre eux a permis de découvrir 14 armes automatiques dont 6 AK-47, des Galil et des M4, un fusil calibre 12, quatre à six armes de poing, 20000 cartouches, 120 chargeurs d'armes de différents calibres. Quelque temps avant, 145000 cartouches avaient été saisies à Port-de-Paix sur deux jours.

Les bandits n'ont pas eu trop de difficultés pour se procurer les armes les plus sophistiquées en vue de mener à bien leur mission. Ils ont eu celles que leur ont confiées des responsables de la police, des cadres de l'administration publique, des parlementaires. Avec l'argent provenant entre autres du kidnapping, l'aide de la mafia, ils ont tissé un réseau d'achat d'armes de guerre, ont soudoyé beaucoup de responsables de la fonction publique qui leur ont ouvert les ports, les aéroports, les

frontières terrestres avec la République voisine où est mis en place tout un réseau de trafic d'armes et de stupéfiants.

Quant à l'institution policière, la Police Nationale d'Haïti, dont on dit que bon nombre de ses membres sont dans les gangs armés, elle fait partie du problème. En outre, bien que la justice soit dans un coma profond depuis de nombreux mois, les bandits trouvent toujours un laquais en robe noire pour libérer certains d'entre eux qui se font arrêter.

La passivité des responsables de l'État de Floride aux USA, d'où sont parties beaucoup d'armes prises dans les containers, interroge sur leur implication dans la flambée de l'insécurité.

Comme nerf de la guerre de l'insécurité, les armes les plus sophistiquées se retrouvent entre les mains des bandits, d'enfants soldats. L'alimentation en munitions crée un marché juteux que des passeurs, des hauts gradés de la police, des bourgeois entretiennent.



Mais toutes ces armes peuvent se retrouver rapidement entre les mains des masses exploitées, le jour où elles laisseront éclater leur colère. Toutes celles et ceux qui se situent du côté des intérêts des exploités doivent s'atteler à construire cette lutte pour venir à bout de ces énergumènes et de leurs complices.

Principales victimes de cette situation de chaos, la classe ouvrière et les masses exploitées sauront trouver les moyens pour y mettre un terme. Les peuples ne meurent jamais. ■

INTERDIT DE LICENCIER !

Révocations et suspensions massives. Des patrons de Caracol et de la zone industrielle de Port-au-Prince mènent une offensive contre des milliers de travailleurs, dont la riposte tarde encore à se produire.

Dans une lettre datée du 4 juillet 2022, Zadok Min, le PDG de S&H Global, a annoncé le licenciement de 4 000 employés d'ici la fin de l'année, à cause du déclin économique du marché américain et de l'annulation de 45% des commandes de clients détaillants, a-t-il indiqué.

À Port-au-Prince, au Parc Sonapi notamment, plusieurs milliers d'ouvriers et d'ouvrières ont déjà été renvoyés sans un sou dans plus de 4 entreprises. Certains patrons ont laissé croire aux travailleurs qu'il s'agissait de suspensions dues à la dégradation du climat sécuritaire dans le pays. D'autres parlaient de baisse de

commandes. En tout cas, quelles que soient les raisons invoquées, les travailleurs n'ont pas intérêt à se plier à ces mesures arbitraires et injustes. Le patron de Valdor s'était comporté de la même manière avant que les travailleurs se rendent compte qu'ils étaient définitivement licenciés sans être payés ni dédommagés.

Ces propriétaires d'usine devraient être interdits de fermer leurs portes quand bon leur semble, au gré de leurs caprices. Où sont passés les millions accumulés pendant les années antérieures ? Pourquoi une partie de ces sommes astronomiques gagnées par l'exploitation de la force de travail des salariés ne sert-elle pas à payer ces derniers dans des

périodes comme celle-ci ? Verser aux travailleurs leur salaire habituel quand les profits baissent, ce serait leur rendre une petite partie de leur argent volé sous diverses formes par les patrons.

Il n'est donc pas question que ceux qui font marcher ces entreprises avec des salaires dérisoires soient révoqués parce que les affaires ne sont pas aussi juteuses qu'avant. Dans le contexte qui prévaut actuellement en Haïti, licencier un travailleur, c'est pousser sa famille dans la pauvreté extrême, c'est anéantir son pouvoir d'achat et la condamner à la mort lente par la famine. Les profits des riches ne doivent pas passer avant les vies des travailleurs. Voilà pourquoi il ne faut pas accepter ces révocations et ces suspensions, quelle qu'en soit la forme ! ■

RARETÉ DE CARBURANT : COUP DE COLÈRE DES MOTARDS

Port-au-Prince et d'autres communes de la région métropolitaine ont connu des journées de tension les 13 et 14 juillet derniers. Des barricades ont été érigées dans les rues à partir de 7h30 AM jusqu'en fin d'après-midi pour protester contre la pénurie du carburant et l'insécurité qui endeuillent et appauvrissent les familles.

La pénurie des produits pétroliers s'est amplifiée cette semaine à cause de la guerre des gangs armés à Cité-Soleil, non loin d'un terminal pétrolier. Il faut entre 500 à 1500 gourdes pour un gallon de gazoline dont le prix normal est de 250 gourdes.

Les motards et des gens de la population pauvre ont raison de manifester.

Toute la classe pauvre a tout intérêt à prendre part aux manifestations pour intensifier le mouvement et exiger du gouvernement, des importateurs et distributeurs des produits pétroliers, des responsables des pompes que ces produits soient rendus disponibles à la population partout, dans tous les départements du pays et dans les plus brefs délais. ■

DANS LES ENTREPRISES

ASSURANCE-MATERNITÉ : PATRONS ET OFATMA PIÉTINENT LES INTÉRÊTS DES TRAVAILLEUSES

Selon l'article 321 du code du travail, toute femme enceinte a droit à 12 semaines de congé de maternité. Les 6 premières semaines doivent être payées par l'usine au moment du départ de l'ouvrière et l'autre moitié par l'OFATMA à son retour. Dans la réalité, les ouvrières passent plusieurs années sans toucher cet argent qui devrait pourtant servir aux préparatifs de l'accouchement, puis aux premiers soins de la maman et du nouveau-né.

Pour payer la prime d'assurance maternité, patrons et OFATMA mettent en place un système complexe et opaque qui foule aux pieds les droits des ouvrières. Ils s'entendent pour payer la prime d'assurance maternité en un seul versement longtemps après l'accouchement, ce qui est contraire à l'esprit de la loi initiale qui voulait que l'argent de la prime d'assurance maternité aide l'ouvrière pendant les moments cruciaux de l'arrivée de son enfant au

monde, c'est-à-dire les 6 dernières semaines précédant l'accouchement et les 6 premières semaines de vie du nouveau-né.

Mais les intérêts des travailleurs sont le cadet des soucis de ces bureaucrates. Non seulement les ouvrières attendent longtemps avant de recevoir leur prime d'assurance maternité, jusqu'à 5 ans, voire plus. Mais encore elle est sous-évaluée dans beaucoup de cas.

Pourtant, comme la prime d'assurance

maternité est égale à 6 quinzaines de paye, l'ouvrière pouvait continuer à la toucher dans l'usine à chaque payroll. À la fin, le patron réclamerait son argent, soit l'équivalent de 3 quinzaines de paye auprès de l'OFATMA.

À Primium, l'usine de Clifford Apaid, des ouvrières sont en lutte depuis plusieurs semaines pour obtenir leur prime d'assurance. Nous espérons qu'avec la solidarité des autres travailleurs, elles mettront la pression nécessaire pour obtenir gain de cause.. ■

GMC: LES ATM, UN CALVAIRE DE PLUS POUR LES OUVRIERS

Avoir notre paye en argent liquide devient un chemin de croix pour nous tous, travailleurs chez Apaid à l'usine Global Manufacturing Contractor. Il peut se passer jusqu'à plusieurs jours après la paie pour avoir accès à notre misérable salaire.

Si le patron appelle « modernité » la présence de trois distributeurs de billets dans l'entreprise, pour nous autres ouvriers, ces machines, rarement fonctionnelles, ne font qu'ajouter mille autres péripéties à celles que nous connaissons déjà. Car dans cette société fonctionnant exclusivement aux profits des riches, notre vie de travailleurs se confond avec tracas, difficultés et misère.

Même si elles fonctionnaient bien, il serait difficile pour les 1500 travailleurs de l'usine de tirer leur paye de ces machines en moins de deux heures. Ce serait possible si le patron donnait assez de temps pour que cela se fasse, en démarrant les opérations vers midi. Mais c'est seulement après la journée de travail que nous sommes autorisés à faire la queue pour effectuer le

retrait de notre argent. Et comme par hasard, deux des machines sont souvent en panne, parfois les trois.

Le lendemain, il faut prendre tôt la route pour arriver dans l'usine avant le début de la journée de travail et se donner une chance de récupérer son argent. Mais, le tohu-bohu devant les machines décourage beaucoup d'entre nous qui préfèrent attendre. Même scénario à la pause en milieu de journée où le soleil et la fatigue apportent leur grain de sel pour nous décourager. Le soir, il faut se dépêcher pour trouver un transport en commun et rentrer à la maison, on ne peut pas rester trop longtemps à faire la queue.

Quelques-uns parmi nous ont essayé de retirer leur argent dans d'autres ATM mais pour cela il faut avoir du temps. Or les responsables

de l'usine refusent de donner des laissez-passer. Il arrive parfois que certains parmi nous se fassent braquer au moment d'aller dans d'autres ATM.

Entre temps, c'est la vie qui s'arrête pour nous car nous n'avons pas d'argent pour continuer à faire fonctionner notre petite vie misérable : payer la marchande de repas, apporter quelque chose à la maison pour les enfants, payer le transport en commun pour aller et venir à l'usine, payer la tontine etc.

Grignotant encore sur notre salaire, le patron refuse, malgré nos exigences, de prendre des dispositions pour remédier à cette situation. L'insulte mêlée à l'exploitation doit cesser. Ou bien le payroll se tient comme avant, en cash, ou bien le patron installe une douzaine de machines fonctionnelles à notre disposition.. ■

PAWÒL TRAVAYÈ

Peye nou tout jou nou pase lakay nou yo !

Patwon yo mete grif yo kont klas travayè a nan anpil izin nan zòn endistriyèl la. Yo fèmen pòt izin yo tankou nan Valdor nan Taba 27 ak Horizon nan Pak Sonapi. Travayè yo lage sou beton an san yo pa touche yon adoken. Nan kèk lòt izin, patwon yo fè bloke kòmand yo pou travayè pa fè twòp kòb. Yo bay sispansyon devan deyè, yo voye nou ale avan lè, yo pa kite nou travay jou samdi lè nou pa bay tarif semèn nan. Yo pa peye nou salè pwodiksyon yo kòm sadwa tankou kay Lorsa, SISA, Fair way, Premium, elt.

Alòske nou pase vi nou ap bourike pou mete lajan pa milyon nan pòch patwon yo. Kote voum lajan patwon yo ranmase nan ane pase yo ? kote tout richès nou kreye nan peze machin, nan pouse tarif yo ?

Lè sa bon, lè milyon ap tonbe, se toujou nan avantaj patwon yo. Epi lè gen pwoblèm tankou ensekirite, se nou patwon yo deside fè peye po kase a.

Nou pa manje pwa, nou pap bay lapire. Se sak fè nap mande : lè patwon yo voye nou al chita, se pou yo peye nou kòm sadwa tout jou nap fè lakay nou yo.

Wi patwon yo gen ase lajan pou yo peye nou jou nou pa travay yo. Men yo pap fè nou kado a, se nan batay ak òganizasyon nou, sa ap rive posib.

Bouch an bouch you di lòt

OTR-UCI – Vandredi 8 jiyè 2022
An nou konte sou fòs nou !

GMC : DE L'EAU ET L'ACCÈS AUX SANITAIRES JUSQU'À 5 HEURES PM !

Tout pour les actionnaires et le patron qui ne font rien dans l'usine, rien pour les ouvriers qui font tout. La direction s'ingénie à chercher des tracasseries aux ouvriers et le mieux qu'elle a trouvé depuis plusieurs semaines est de fermer le robinet et les sanitaires une heure avant la fin de la journée

de travail.

Le Code du travail fait pourtant obligation aux patrons d'aménager un vestiaire pour les travailleurs, afin qu'ils puissent se changer, se laver après le boulot, juste avant de prendre les rues pour rentrer chez eux. Aucun ne le fait, aucun n'est forcé à le faire. Pour

exploiter les travailleurs et pourrir leur vie, les patrons et l'État s'accordent.

Aux travailleurs d'accorder leur force et leur détermination pour obtenir satisfaction de leurs revendications. À commencer par exiger la disponibilité des sanitaires et de l'eau jusqu'à la sortie du dernier ouvrier, puis l'aménagement d'un vestiaire pour tous les travailleurs.■

FAIR WAY : REVENDIQUONS !

Avec ou sans contrat, la situation des ouvriers ne change pas

Tous les deux mois, le patron fait signer à certains d'entre nous un nouveau contrat. Pour autant, la situation de l'ensemble des travailleurs de l'usine reste la même. Avec ou sans contrat, nous sommes tous soumis à la même précarité, aux mêmes vols, au même salaire de misère. L'amélioration de nos conditions de travail

dépend de notre capacité à nous unir dans les luttes contre le patron pour le forcer à satisfaire nos revendications.

La patron garde nos cotisations destinées à l'ONA

Chaque mois, le patron, de connivence avec la comptabilité, prélève une cotisation pour l'ONA sur notre salaire. Arrivés au bureau de l'ONA, les responsables nous annoncent que notre entreprise n'est pas enregistrée à l'ONA.

Vol sur notre salaire

Si le patron a consenti à appliquer les 37% d'ajustement sur le salaire minimum, tel n'est pas le cas pour les tarifs qui n'ont pas eu un iota d'ajustement. De plus, à chaque paiement, il y a toujours un manque de 250 à 500 gourdes dans le salaire de certains d'entre nous. Rappelons également que la journée de repos hebdomadaire après 48 heures de travail n'est pas payée dans cette usine.■

DANS L'INTERNATIONAL

SRI LANKA : LE PRÉSIDENT DÉMISSIONNE SOUS LA PRESSION DE LA RUE

Dix jours après la fuite du président Gotabaya Rajapaska sous la pression des manifestants qui ont envahi le Palais, son premier ministre Ranil Wickremesinghe a été choisi par les députés pour le remplacer à la présidence du Sri-Lanka. Les manifestants toujours nombreux dans les rues de Colombo continuent d'exiger des changements dans leurs conditions de vie. Ces luttes peuvent être une occasion à saisir par les masses laborieuses sri-lankaises pour s'organiser en vue de diriger la société par elles-mêmes et dans leurs propres intérêts.

Le 9 juillet dernier, une foule de manifestants a envahi le palais présidentiel à Colombo, ce qui a provoqué la fuite immédiate du président Gotabaya Rajapaska, au pouvoir depuis 2019. Cinq jours plus tard, il a démissionné. Dans ce palais équipé d'une salle de gym, d'une piscine et de chambres luxueuses, la population a découvert le train de vie fastueux de ses dirigeants alors que l'écrasante majorité de la population végète dans la misère.

En effet, le Sri Lanka connaît une situation difficile depuis quelques mois. La corruption des dirigeants a contribué à ruiner le pays. À cela s'ajoutent les effets de la crise sanitaire du covid-19. Le pays est plongé dans une profonde crise économique. L'État n'a pas les moyens de payer ses dettes qui s'élèvent à 52 milliards, soit 75% du PIB du pays. Les classes pauvres subissent les conséquences effroyables de cette crise économique. La population manque de tout : médicaments, essence, etc. L'inflation prend des proportions tellement importantes que la plupart des travailleurs se

résignent à manger un seul repas par jour. Une grande partie de la population est menacée de malnutrition.

Cette situation nourrit la colère des centaines de milliers de Sri-lankais qui se rassemblent régulièrement à Colombo depuis trois mois pour protester. Ces manifestations réunissent beaucoup de travailleurs, d'ouvriers agricoles de tout le pays. Elles peuvent servir d'occasion à la classe ouvrière sri-lankaise de s'organiser, de mettre en avant sa propre politique, de rassembler les masses laborieuses sous sa bannière.

La crise économique à l'origine de cette situation critique a sa raison d'être dans la crise du système capitaliste, où le Sri Lanka occupe une place inférieure. Un système que, à l'instar de toute la classe dirigeante du pays, Gotabaya Rajapaska tentait de protéger. Les crises économiques catastrophiques persisteront tant que les économies seront organisées dans les seuls intérêts des bourgeois. Seule une société débarrassée de propriété privée, où les moyens de production sont collectifs et l'économie contrôlée et dirigée par les travailleurs, peut



Sri-lanka, les manifestants ont envahi le palais.

débarrasser l'humanité de effets catastrophiques des crises économiques.■

POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.